

CONTRE LA DISCRIMINATION POSITIVE

Des minorités visibles pour assassiner la République

mardi 18 novembre 2008, par [Guylain Chevrier](#)

Surfant sur l'élection d'Obama, toute une série de personnalités politiques de droite et de gauche, Jean-Francois Copé, Dominique Voynet, Christiane Taubira, Arnaud Montebourg entre autres, ont oublié leur discordes pour signer d'une même main un manifeste pour l'intégration des minorités, le manifeste dit pour l'égalité réelle, autrement dit, la discrimination positive. « Donner plus à ceux qui ont moins » à la tête du client, quoi de plus beau, cela va sans dire !

Les médias, télé en tête, ont senti l'opportunité, jouant à fond le sentimentalisme, la grosse émotion qui fait l'audimat et se sont engouffrés dans la brèche. Ils ont sans risque emboité le pas à un Nicolas Sarkozy qui n'a pas de mot trop fort pour soutenir le modèle anglo-saxon multiculturaliste, ainsi qu'à une fausse gauche politiquement correct toujours prête à se racheter une bonne conscience, qui le rejoint dans son combat contre l'égalité dans la République au nom du droit à la différence.

La couleur du nouveau Président américain sert une révolution de studio qui n'a rien d'autre que valeur d'apparence, d'un slogan publicitaire qui a berné l'Amérique et qui est mis au service d'une grande cause en France, celle d'un libéralisme dont tous ces signataires sont des défenseurs insatiables, des truqueurs, des serviteurs de la spoliation généralisée qui fabrique des pauvres, quelles que soient leurs couleurs.

Les Etats-Unis se sont faits une spécialité de cette bonne conscience propre à une discrimination positive faisant effet de vitrine, relativement à une middle classe noire ultra minoritaire, qui est là pour tenter de faire oublier la réalité des ghettos noirs qui regorgent d'injustices et d'inégalités, de millions de familles vivant dans la rue. L'image frauduleuse d'une nouvelle Amérique en raison de la couleur de peau de son nouveau président fera long feu, le retour de bâton risquant d'être à la mesure des espoirs suscités puis déenchantés.

Rien de nouveau pour les noirs ou les autres sous le soleil du libéralisme

Rien ne changera fondamentalement pour les pauvres, dans un pays où demeure le mythe selon lequel chacun a sa chance de devenir riche comme la liberté essentielle, frappé des icônes de Dieu et du dollar... Pitoyable Amérique. Aucune mesure de discrimination positive n'a suffi ne serait-ce qu'à entamer la pauvreté dans la population noire, toujours mise à part. Une politique ne s'attaquant jamais aux causes de ces discriminations qui sont au cœur de la philosophie même de l'Amérique fondée sur les inégalités de naissance ou de réussite.

La discrimination positive s'est retournée contre les populations qu'elle était censée favoriser en instillant le doute sur le niveau de leurs résultats et la qualité de leur compétence, en rendant ainsi encore plus difficile leur intégration, tout en les stigmatisant. Mais quelques-uns parmi eux en ont tiré, en toute complicité avec l'Amérique blanche bourgeoise et conservatrice, les fruits, en jouant le jeu du clientélisme qui a servi les ambitions personnels de certains, pendant que tous les autres restaient sur le carreau. On voit poindre certains de ces oiseaux de mauvais augure, version française, qui écument dans ce contexte les plateaux de télévision sans complexes, en pariant sur l'avenir de leur carrière en politique.

La discrimination positive a divisé aux Etats-Unis en une infinité de groupes communautaires sexuels, ethniques et religieux, le peuple, annihilant toute capacité de mobilisation sur des revendications sociales collectives des couches de la population qui connaissent pourtant le même sort. Par cette logique d'appartenance à des communautés différentes aux droits concurrents, le peuple américain a laissé derrière lui tous ses grands rêves communs et pérennisé l'Amérique conservatrice. Un bilan que font aujourd'hui plusieurs dirigeants historiques de la gauche américaine des années soixante, tel que Todd Gitlin, après avoir pris conscience du piège de cette politique.

On veut nous faire croire que l'élection d'Obama serait une révolution pour les Etats-Unis, celui-ci expliquant lui-même que l'Amérique aurait prouvé que tout était possible, reprenant le leader sheep idéologique qu'elle n'aurait jamais du perdre comme modèle pour le monde, celui du libéralisme. Ici et là-bas, le combat reste celui contre un système injuste qui frappe sans distinction de couleur.

Le CSA veut plus de minorités visibles à la télé pour mieux faire oublier le peuple

La CSA a mené une enquête sur la présence des non-blancs dans tous les genres de programmes, hormis la publicité sur les chaînes françaises. La représentation des personnes « vues comme noires », note le CSA, atteint 10 %. Globalement, la population non blanche atteint 20 % dans le divertissement (grâce aux musiciens blacks ou beurs), 19 % dans l'information, 16 % dans la fiction et 8 % dans la publicité. La part des non-Blancs tombe (...) à 11 % dans la fiction française. Noirs, Arabes, Asiatiques ou autres : la diversité de la France est sous-représentée à la télévision selon le CSA qui va prochainement entreprendre une « concertation positive » avec les chaînes et attend d'elles des engagements « fermes, précis et publics ».

Mais de quoi parle-t-on exactement ici ? Les populations en référence de ces critiques étant en réalité, si on prend ces chiffres, plutôt bien représentées et souvent de façon supérieure à leur proportion en France, quand bien même cela aurait une signification quelconque sur l'état des discriminations dans notre pays. Il y a donc une commande hautement politique derrière ces investigations et ces engagements sans nuance.

On relève, dans la même enquête, que les classes populaires sont délaissées par la télé, les ouvriers ne représentant que 2 % de la population observée alors qu'ils sont 23 % dans la population française. Les employés : 16 % alors qu'ils sont 30 % dans la population. Les cadres sont surreprésentés : 61 % contre 15 % dans la population. Pas de révolte de ce côté pour le CSA, pas de consigne ferme aux chaînes, rien que de très normal, aucune mesure n'est envisagée ici pour redonner un semblant d'équilibre. Le peuple n'a qu'à se taire.

Un discours social truqué pour justifier une politique de discrimination positive

Nicolas Sarkozy, dans ce contexte, n'hésite pas à mettre à contribution la secrétaire d'État aux Droits de l'Homme, Rama Yade, dont la couleur n'est pas pour rien dans son omnipotente présence télévisuelle. Il vient de nommer un Préfet dont nul n'aurait prêté attention à sa couleur, il est noir, si on ne cherchait pas à en faire une icône de cette politique discriminatoire.

Voilà ce qu'on peut lire sur le blog du Nouvel Obs : « *Cette nomination est à saluer. Elle est certes basée sur (ses) compétences (...) mais elle a une forte charge symbolique pour tous les Noirs de France. (...) Des millions de nos concitoyens des minorités visibles sont toujours victimes de discriminations dans leur vie quotidienne notamment dans le logement et l'emploi. Il est temps d'en arriver à la mise en place d'une politique d'"action positive" à la française (...) Il n'est jamais inutile de préciser que l'objectif n'est pas de conférer un avantage (...) mais de corriger les inégalités.* » Des contrevérités déconcertantes qui soutiennent la démarche du Président de la République dans une sorte d'union sacrée.

Les personnes d'origine étrangères, dites minorités visibles, sont et de loin celles qui reçoivent le plus d'aides sociales et de façon massive (Fond de solidarité logement, CMU, RMI, APL) qui sont surreprésentés dans les logements HLM au point d'ailleurs que l'on parle de ghetto ! Si on appliquait des quotas comme certains le souhaitent, proportionnellement à ce qu'ils représentent dans la population, que ce soient pour le logement ou le travail, on serait obligé de les faire quitter des cités entières et de les licencier par milliers.

Ce sont les plus fragiles et les moins qualifiés qui ont indéniablement le plus de difficultés à trouver un emploi, les jeunes, les femmes et les immigrés, ces derniers étant le plus souvent originaire d'un pays qui ne leur a pas donné l'accès que l'école française offre à tous les jeunes pour se former. En période de crise, lorsque les places se réduisent, ce sont fréquemment les immigrés qui rencontrent le plus de difficultés à s'intégrer socialement y compris par l'emploi. C'est donc la société, l'économie qu'il faut changer ensemble en évitant le piège des uns contre les autres par la mise en oeuvre de quotas, sinon, c'est le chacun pour soi.

Ceux du squat de Cachan, essentiellement d'origine immigrée, ont tous été relogés en passant devant bien des demandes de logements en bonne et due forme de gens de toutes origines qui eux attendaient leur tour, procédant

exactement de la même logique de victimage destructrice de la discrimination positive. On voudrait nous faire oublier que la France est le pays de l'égalité qui permet à tout enfant, adolescent, venant de l'étranger sans même le moindre papier, d'être accueilli immédiatement dans n'importe quelle école, et pour tout mineur arrivant de l'étranger sans autorité parentale sur le territoire français (mineurs isolés), qui sont de plus en plus nombreux, d'être immédiatement pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance des départements avec un coût de placement journalier de 100 euros minimum par jour, payé par la collectivité.

La France est donc un pays formidable qui est, de très loin, celui qui propose des conditions d'accueil sans comparaison, quelle que soit la couleur de celui qui y arrive, ce qui n'est pas sans poser des problèmes d'ailleurs, faisant grossir chaque année le nombre des candidats réguliers ou clandestins à sa destination.

La France est ce pays qui a inventé à l'aune des luttes ouvrières et des revendications pour l'égalité, une République laïque et sociale qui est la nôtre avec un niveau de protection sociale qui bénéficie à tous et qui est le plus élevé, sans discrimination aucune, au monde, avec 26,4 % du PIB alloués, de deux points plus élevé que les pays européens les plus avancés.

La discrimination positive contre l'émancipation du peuple et la République

La discrimination positive est une entorse grave au principe d'égalité qui est une chance pour tous de réussir, la même contrairement à ce que l'on veut faire croire, à condition qu'elle soit effective, c'est-à-dire, qu'économiquement les conditions en rendent l'accès possible à chacun, ce qui n'est pas une question de couleur mais de condition sociale. C'est bien là où le bas blesse et pas ailleurs.

C'est une entorse grave au principe de l'égalité des chances, qui menace le pacte républicain en mettant en avant le critère d'origine au mépris des mérites et des talents, apparaissant comme un traitement de faveur fait à certains en raison de leurs couleurs tout en donnant un sentiment d'abandon aux autres, les blancs majoritaires qui souffrent autant que ceux qui leurs sont différents par l'apparence et de la même condition, « frères de misère ».

C'est une entorse grave au principe d'égalité qui menace la cohésion sociale, qui la ferait voler en éclat avec des ressentiments qui préparent des lendemains d'une violence que l'on ne peut que craindre, et la fin de tout dialogue, un recul du mélange des populations autant qu'une invitations au communautarisme, à se mettre à part. C'est un encouragement à la défiance vis-à-vis de la différence, au racisme, offrant un terrain favorable à une extrême-droite à laquelle on procure tous les arguments des cauchemars du passé.

Le pire, c'est qu'en montrant du doigt la France comme discriminatoire tout en donnant des préférences à certains au sein du peuple vis-à-vis d'autres, qui ont les mêmes problèmes mais ont le tort d'être blancs, on fait comme si ces derniers étaient mis au ban des accusés et punis pour ce qu'ils sont, tout en les abandonnant à leur sort. C'est un voile de honte qui tombe sur ceux qui en appellent à cette discrimination positive, à cette visibilité des minorités, révélant leur mépris pour le peuple, car c'est une politique indigne de l'homme fondamentalement qui le rabaisse à l'état antérieure de son l'émancipation par l'égalité, pour mieux le faire se soumettre en réalité à l'ordre de la globalisation.

S'unir dans la fraternité pour devenir libres et égaux

La politique des minorités visibles vise à faire disparaître la question sociale derrière celle des discriminations, qui si elles existent, ne peuvent trouver à se résoudre que par une mobilisation pour l'égalité de tous. Le Président de la République préfère l'équité à l'égalité mais semble bien ici s'être trompé de pays et avoir oublié au passage, que le peuple de France a une histoire dont il est sorti émancipé, portant la République au bout de son drapeau au nom de liberté, d'égalité et de fraternité, que ce digne représentant des intérêts des plus riches contre les autres rêve d'abattre, en jouant de toutes les divisions.

La parité a ouvert la voie à la notion de quotas et préparé les esprits à des revendications communautaires, comme Elisabeth Badinter a eu le courage de le dénoncer (Fausse route, Odile Jacob, 2003). Les lois mémorielles, telle que celle déclarant l'esclavage européen crime contre l'humanité à l'initiative de Christiane Taubira, en 2001, faisant tomber dans l'oubli le fait que jamais sous la République l'esclavage n'a eu droit de

cité, et par cet oubli introduisant l'idée de rachat collectif et de droit à compensation des noirs vis-à-vis de celle-ci, a largement préparé le terrain de la discrimination positive. Elle n'hésitant pas d'ailleurs à la suite, à se présenter à l'élection présidentielle comme représentante des noirs, une négation pure et simple de la politique et de la République.

En raison de sa laïcité qui incite au mélange, la France est sans doute le pays qui pense le moins en races ou en couleurs, en différences, c'est toute sa richesse, par-delà ce qu'il peut rester parfois de racisme qu'il faut combattre sans concession. Remettons nous en mémoire le score de 82 % de Jacques Chirac contre Le Pen, s'il faut encore nous convaincre des choix antiracistes du peuple de France. Un rappel à l'attention d'organisations comme le CRAN, dont le fondement est la discrimination par la couleur et la mise en accusation de la France comme raciste une banalité de leur propagande.

Tous ceux qui vivent dans notre pays n'ont aucun intérêt à se battre les uns contre les autres au nom d'être chacun reconnu à travers une différence. Cela ne peut leur apporter qu'insatisfaction et ressentiment, désillusions et incapacité à agir ensemble. Le combat pour la justice sociale et la fin d'un ordre économique injuste, passe par la combinaison des efforts pour l'égalité par laquelle tous pourront conquérir le droit de vivre libre dans la fraternité, à condition de savoir mettre en commun ce qui leur permet de se penser ensemble par-delà leurs différences.

Guylain Chevrier

Historien